

LE NOUVEL ORDRE INTERNET

A Genève, durant trois jours, du 10 au 12 décembre 2003, s'est tenu le premier sommet mondial sur la société de l'information, organisé à la demande de l'ONU, par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). C'est un **événement majeur**, comparable, en matière de technologies de la communication, par son ampleur, ses effets et ses enjeux, à ce que représenta, pour l'environnement, le sommet de la terre de Rio en 1992. Internet n'a atteint le grand public qu'il y a moins de 10 ans... En si peu de temps, il a chamboulé, des pans entiers de la vie politique, économique, sociale, culturelle, associative... Au point qu'on peut désormais parler, à propos de l'état de la communication dans le monde, d'un « nouvel ordre Internet ».

Rien n'est plus comme avant. L'accélération et la fiabilité des réseaux ont changé la manière de communiquer, d'étudier, d'acheter, de s'informer, de se distraire, de s'organiser, de se cultiver et de travailler d'une importante partie des habitants de la planète. Le courrier électronique et la consultation de la toile placent l'ordinateur au centre d'un dispositif d'échanges (relayé par le nouveau téléphone à tout faire) qui bouleverse tous les secteurs d'activités.

Mais ce **formidable chambardement** profite surtout aux pays avancés, déjà bénéficiaires des précédentes révolutions industrielles, et aggrave ce qu'on appelle la « fracture numérique », cet abîme qui se creuse entre les nantis en technologie de l'information et tous ceux, les plus nombreux, qui en sont dépourvus. Deux chiffres résument l'injustice : 19% des habitants de la terre représentent 91% des utilisateurs d'Internet. Le fossé numérique redouble et accentue le fossé traditionnel Nord-Sud ainsi que l'inégalité entre riches et pauvres (rappelons que 20% de la population des pays riches disposent de 95% du revenu mondial). Si rien n'est fait, l'explosion des nouvelles technologies cybernétiques décrochera définitivement les habitants des pays les moins avancés, et en particulier ceux d'Afrique noire (à peine 1% des utilisateurs d'internet, dont très peu de femmes).

Ce problème ne peut laisser indifférents tous ceux qui veulent construire un monde moins inégal. Il a été au centre du sommet de Genève. Pour la première fois, et c'est un signe de transformation en cours, ce sommet associait, aux représentants des Etats, des chefs d'entreprises et des responsables d'organisations non gouvernementales (ONG).

La déclaration finale dissimule à peine l'échec sur les principales questions en débat. En premier lieu, le projet de créer un « fond de solidarité numérique » n'a pu aboutir, les pays riches ayant refusé de s'engager financièrement. Le président du Sénégal, Mr Abdoulaye Wade, qui défend depuis longtemps le principe de ce fond, a proposé de contourner les Etats et a lancé l'idée d'une contribution volontaire d'un euro sur l'achat de tout ordinateur dans le monde.

D'autres suggèrent l'augmentation d'un centime d'euro chaque communication téléphonique, quelle que soit sa durée pour favoriser la « cohésion numérique » de la planète. Autre grand thème de préoccupation : le contrôle exercé sur Internet par de nombreux Etats autoritaires (dont la Chine) et, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, le « flicage » de la vie privée des citoyens, via la surveillance de leurs activités sur la toile, dans beaucoup de

pays démocratiques (dont les États-Unis). Là non plus, pas d'avancée. Au nom de la cyber-sécurité, les États n'ont fait aucune concession.

Troisième question capitale : le débat sur le mode de régulation et de gestion d'Internet. Pour l'heure, ce sont les États-Unis qui en ont la haute main. Toutefois, c'est devenu une affaire tellement importante, qui conditionne un nombre si grand de décisions dans toutes les sphères de la vie politique et économique que Washington accepte d'en discuter. Mais seulement dans le cadre du G8, le consortium des huit puissances qui pilotent le monde... Au départ, le sommet plaidait pour une gestion multilatérale d'Internet, transparente et démocrate, avec la pleine participation des gouvernements, des secteurs privés et de la « société civile » ; et caressait l'idée défendue par de nombreux États (mais aussi par l'inventeur du World Wide Web, le physicien britannique Tim Berner-Lee), d'en transférer la responsabilité à une instance spéciale des Nations Unies. Washington a refusé net, au prétexte que seule la gestion par le secteur privé garantit qu'Internet reste un outil de liberté...

718 mots

**Ignacio ROMANET,
Le Monde Diplomatique, janvier 2004**

QUESTIONS

I/ VOCABULAIRE

Expliquez les expressions soulignées en contexte :

- événement majeur (§ 4, l. 4)
- formidable chambardement (§ 3, l.1)

II/ RESUME

Résumez le texte proposé en 150 mots avec une marge de tolérance de $\pm 10\%$.
Vous indiquerez à la fin de votre résumé le nombre de mots utilisés.

III/ DISCUSSION

« Internet reste un outil de liberté. »

Partagez-vous ce point de vue ?